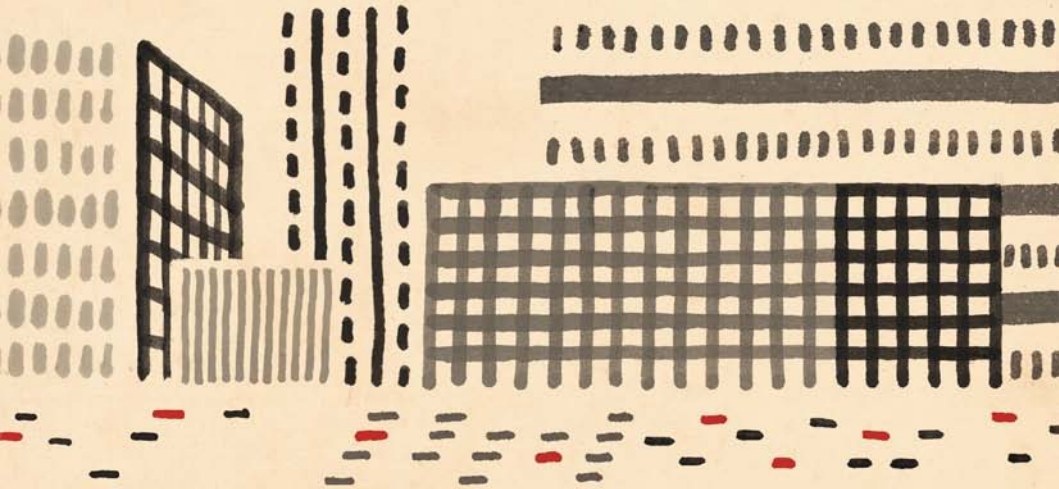
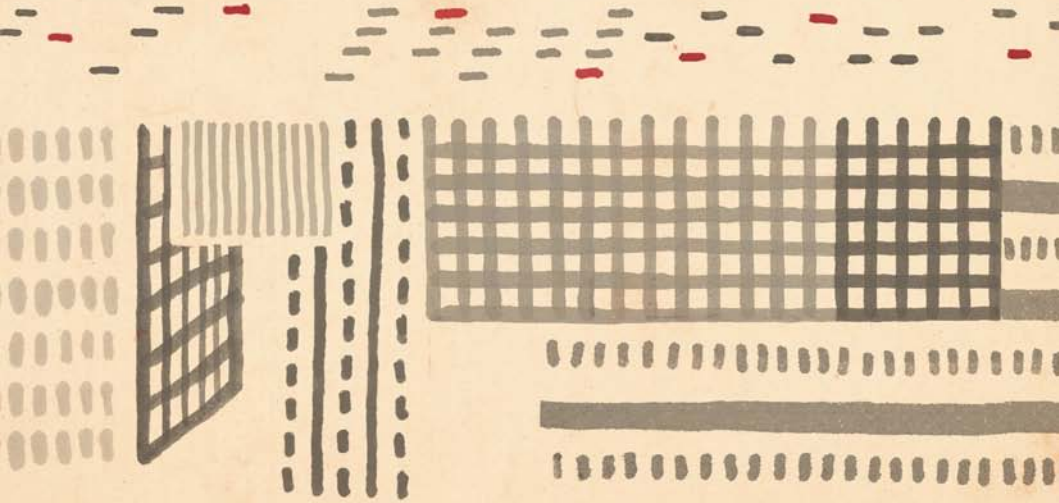
LUC BRONNER



LE MIROIR

RETOUR DANS LES BANLIEUES FRANÇAISES



SEUIL

LE MIROIR

LUC BRONNER

LE MIROIR

Retour dans les banlieues françaises

Éditions du Seuil
*57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e^*

Cet ouvrage s'appuie sur des reportages de l'auteur effectués pour *Le Monde*.

ISBN 978-2-02-156142-5

© Éditions du Seuil, avril 2025

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes des articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

À Laurence,
À Nolan, Lisa, Noé, Marie.

« Il est tentant, si le seul outil dont vous disposez est un marteau, de tout considérer comme un clou »

Abraham Maslow

Prologue

Il y avait deux façons de commencer ce livre.

Voici la première.

Sur l'avenue Pablo-Picasso, dans la lumière de l'aube naissante, des dizaines de voitures avaient été incendiées, renversées, certaines érigées en barricades. Je n'avais jamais vu un tel spectacle de désolation, voitures fumantes dans les premiers rayons du matin, crissements des pas sur les bris de verre, mélanges d'odeurs de brûlé des plastiques, du caoutchouc et du bitume fondu alors que s'étaient dissipés depuis longtemps les nuages de lacrymogènes. Sans trop savoir pourquoi, j'avais cherché à dénombrer les restes de grenades de dispersion et des balles des lanceurs de défense, les fameux LBD, j'avais vite arrêté. Il y en avait des centaines sur le sol, couvert de débris, de pierres, de barres de fer et de restes de mortiers d'artifice, projetés contre les policiers dans un fracas de bruit et de lumières. C'était le moment de l'accalmie, à 6 heures du matin, le 29 juin 2023, l'instant où les premiers habitants de Nanterre commençaient à ressortir, assommés par une nuit de fureur, tremblants face à la désolation, mais soucieux d'arriver à l'heure au travail.

J'étais resté toute la nuit dans la ville pour tenter de raconter l'explosion de colère après la mort de Nahel Merzouk, 17 ans,

tué par un policier, dans une autre avenue à quelques centaines de mètres du quartier Pablo-Picasso où le jeune homme avait grandi. Deux policiers avaient pris en chasse une Mercedes classe A après l'avoir aperçue roulant dans une voie réservée pour les bus. Une scène enregistrée sur les écrans de vidéo-surveillance de la commune. On y voit le véhicule jaune, une sportive, puissante, rouler à contresens, manquer de renverser un cycliste, puis un piéton, et franchir deux feux de circulation au rouge. La voiture avait fini par être bloquée par d'autres véhicules dans les bouchons de la matinée. Une autre vidéo filmée par une passante avait montré la suite. Les deux fonctionnaires étaient descendus de leurs motos et avaient couru jusqu'à la voiture. Le brigadier Florian M. avait sorti son Sig Sauer et s'était porté au niveau du conducteur, Nahel. Le jeune homme avait redémarré. À quelques centimètres de sa cible, le policier avait tiré, la balle avait traversé de part en part le poignet gauche du conducteur, puis effectué une entrée thoracique sous le mamelon, traversé le thorax au niveau de la cinquième côte antérieure gauche. Le projectile avait ensuite ravagé le poumon gauche, le cœur puis le poumon droit avant de se loger, sous la peau, au niveau de la neuvième côte droite. Une blessure mortelle : malgré les massages cardiaques, le garçon est décédé une heure plus tard sur le goudron de l'avenue.

Des sources policières avaient bien expliqué, dans leur compte rendu immédiat, que le conducteur avait tenté de foncer sur le fonctionnaire. La vidéo de la passante postée quelques minutes plus tard sur les réseaux sociaux montrait à la famille de Nahel, à ses amis de Pablo-Picasso, aux habitants de Nanterre, puis à toute la France, que tel n'était pas le cas. Nanterre s'était alors révoltée. L'odeur si désagréable

des voitures qui brûlent un peu partout dans la ville. Les tirs de feux d'artifice incessants contre les forces de l'ordre. Le bruit continuel des explosions, sans que l'oreille sache déterminer s'il s'agissait des réservoirs des voitures remplies de carburant, de grenades assourdissantes ou de pétards. Des locaux avaient été dégradés, certains incendiés, dont une dizaine de bâtiments municipaux (un centre de loisirs, une maison de la jeunesse, un centre social et culturel). Des pompiers avaient été obligés de s'enfuir sous les jets de pierres. J'avais été marqué par les cris de colère des assaillants, devenus cris de victoire chaque fois que la police devait reculer, sirènes hurlantes, sous la pression des assauts ou pour éviter des affrontements plus directs et encore plus dangereux. L'émeute avait été préparée, et elle avait réussi. Des groupes très mobiles, visiblement bien coordonnés, extrêmement déterminés, parfois accompagnés de jeunes sur des deux-roues pour servir de guetteurs, avaient multiplié les incendies de voitures, de camionnettes, de camions, de poubelles – tout ce qui pouvait brûler –, attirant et dispersant les forces de police mobilisées. Les promesses d'une justice impartiale, l'annonce d'une marche blanche, les déclarations apaisantes du chef de l'État, Emmanuel Macron, de la Première ministre, Élisabeth Borne, du maire (divers gauche) de Nanterre, Patrick Jarry, n'y avaient rien fait.

En début de soirée, alors que beaucoup de familles finissaient de célébrer l'Aïd el-Kébir, la plus importante des fêtes musulmanes, un élu de quartier tenait un piquet de vigilance devant une école attaquée la nuit précédente : « La colère est très grande, il suffisait d'une étincelle, c'était si fragile. Et ce gamin qui meurt… On espère, par notre présence, réussir à apaiser un peu les choses. Brûler les écoles, ce serait le pire »,

voulait croire, courageux, Éric Solas, 47 ans, présent avec des parents d'élèves de l'école Miriam-Makeba. Sur leur portable, ils montraient une vidéo où l'on apercevait une quinzaine d'hommes cagoulés tenter d'entrer dans l'établissement scolaire en brisant la porte. « Ils n'ont pas réussi mais ils sont allés brûler la maison des jeunes juste à côté », se désolait Jean-Yves Sioubalack, délégué des parents d'élèves, en répétant : « C'est tellement triste, c'est tellement triste. » Sur les groupes WhatsApp des parents, qui servent normalement à organiser les kermesses ou à rappeler les anniversaires des maîtresses, le militant associatif avait essayé de mobiliser un maximum de monde pour sauver les bâtiments publics, à défaut de pouvoir protéger les voitures : « On a besoin de bras », avait-il répété à des connaissances rentrant du travail. Une dizaine de parents étaient venus pour protéger l'école durant la nuit. Un policier, casqué et cordial, s'était arrêté, les avait salués et leur avait bien dit de ne pas prendre de risques inutiles. Les hommes avaient acquiescé : « Les jeunes qu'on connaît, ça va. Le problème c'est ceux qui viennent d'ailleurs. »

Nanterre avait constitué un des mystères de l'automne 2005. Lorsque des centaines de cités de France s'étaient embrasées, pendant plusieurs semaines, après la mort de Zyed et de Bouna, électrocutés à Clichy-sous-Bois pour avoir voulu échapper à un contrôle de police, la ville était restée calme. En particulier, le quartier Pablo-Picasso, un ensemble de tours aux formes et couleurs originales, imaginées par l'architecte Aillaud, dans les années 1970. À l'époque, deux explications avaient été avancées. La première tenait au communisme municipal et à son tissage des liens sociaux, ses relais associatifs, ses éducateurs – ces hommes et femmes que je rencontrais

en cette nuit de juin. La deuxième, jugée la plus crédible, renvoyait à un autre cas particulier, celui de Marseille, où les violences urbaines étaient restées sporadiques, cantonnées à quelques échauffourées : l'ordre assuré par les réseaux de trafics de drogue était solide au point d'avoir empêché les émeutes, désastreuses pour le chiffre d'affaires. Or, Pablo-Picasso figure aussi depuis longtemps parmi les zones de chalandise les plus importantes d'Île-de-France, site idéal à proximité de La Défense, de ses consommateurs et de ses réseaux de transport.

De l'espoir, un médiateur expérimenté, qui souhaitait rester anonyme, n'en avait pas beaucoup en début de soirée. Le bruit avait circulé toute la journée que la nuit serait terrible. « On sait que ça va être extrêmement difficile, cela va être très dur. » Du courage, il n'en manquait pas, lui non plus. L'homme, bâti comme un roc, avait été appelé par des habitants pour intervenir dans un quartier périphérique, après l'érection puis la mise à feu d'une barricade de poubelles. Le médiateur, avec ses collègues, avait donc fait ce qu'il pouvait. Ce qui est à la fois beaucoup et très peu quand la colère, presque la rage, s'empare d'une partie de la jeunesse d'une ville aussi grande que Nanterre, préfecture des Hauts-de-Seine, 95 000 habitants. Face aux flammes, on l'avait vu s'approcher au plus près. « Notre mission, c'est de faire tampon, d'éviter les affrontements directs avec la police. » Les forces de l'ordre avaient suivi, tiré des grenades lacrymogènes sur le parking pour disperser les émeutiers. Les jeunes avaient fui.

À cet instant, ceux-ci ne cherchaient sans doute pas l'affrontement direct. Pas encore. Devant eux, devant les policiers et les pompiers, des riverains, dont certains avec des nourrissons dans des poussettes, avaient regardé la scène comme

des spectateurs curieux – une partie des images se retrouveraient le lendemain sur les réseaux sociaux. Au milieu du bruit des sirènes, des hommes et des femmes continuaient de sortir pour promener leurs chiens. Dans la nuit, une vieille dame avec une canne traversait difficilement l'avenue au milieu des véhicules qui brûlaient. Malvoyante, elle ne pouvait avancer qu'en appuyant sa main sur le mur pour se guider le long de la rue. Que savait-elle de la brutalité qui l'entourait ? L'image était presque aussi douloureuse que celle des véhicules en feu, et elle m'a hanté longtemps. Une policière s'était approchée pour venir l'aider, la dame n'avait pas voulu. Dans les yeux de la fonctionnaire, j'avais vu l'incompréhension et l'impuissance. La vieille femme avait disparu dans le noir de la cité, là où de toute façon la policière n'aurait jamais pu la suivre. Moi non plus d'ailleurs. À quelques mètres, une mère de famille avait fait une crise d'angoisse et ses proches avaient eu toutes les peines du monde à la calmer. Le pire était encore à venir.

Dans Pablo-Picasso, les CRS avaient pris position à l'entrée, sur un rond-point, pour pouvoir intervenir rapidement et en nombre. De loin, on apercevait des hommes cagoulés. Sur les murs des commerces, le long de l'avenue principale, des messages de colère avaient été tagués la veille ou dans la journée : « Justice pour Nahel » et « On va te venger ». Les émeutiers avaient constitué des stocks considérables de feux d'artifice – des caisses de *Crackling Chrysanthemum*, des mortiers fabriqués en Europe de l'Est, puissants et pas très chers, disponibles facilement sur Internet. Le mode opératoire était simple : d'abord une barricade avec des poubelles puis des voitures incendiées au milieu de la route ; ensuite, lorsque les policiers finissaient par arriver, des tirs de feux d'artifice en direction des fonctionnaires dans un bruit assourdissant. Face

aux vagues d'assaillants qui fonçaient vers eux, les camionnettes remplies de policiers casqués et armés s'étaient enfuies à toute vitesse. Derrière eux, des individus cagoulés, équipés de pierres et d'objets impossibles à reconnaître parce qu'il fallait courir aussi pour fuir. Les cris de victoire avaient résonné plus fort dans les rangs des assaillants chaque fois que la police avait reculé.

À 2 heures du matin, certaines parties de Pablo-Picasso n'étaient plus sous le contrôle de la police depuis longtemps. « N'y allez pas, surtout n'y allez pas », prévenaient les habitants. Je m'étais installé sous un abribus afin d'écrire tout en observant une partie de la scène. Des pompiers avaient bien tenté d'éteindre les nombreux incendies de voitures ; ils avaient été pris à partie et caillassés à leur tour. Eux aussi, sirènes hurlantes, avaient dû reculer pour se protéger. Quand ils étaient revenus aux portes de la cité, plus tard, des jeunes leur avaient demandé d'intervenir en urgence parce qu'il y avait un blessé. « On vous ouvre le chemin, on vous garantit la sécurité », avait promis un des leaders. Les pompiers n'avaient pas voulu traverser cette partie de Pablo-Picasso, où les affrontements avaient été particulièrement violents. Les voitures (122 incendiées dans la commune en trois nuits), les poubelles (460 conteneurs détruits), le mobilier urbain (26 abribus endommagés) et le goudron des routes (5 000 mètres carrés) avaient donc brûlé longuement. Plus de 6 millions d'euros de dégâts pour la commune. « La violence ne conduit nulle part et elle affaiblit l'immense mouvement d'émotion qui entoure la famille et les proches de Nahel, ainsi que l'exigence de justice que nous devons tous ensemble porter. Elle pénalise en premier lieu les enfants, les jeunes et les familles de nos quartiers et tous les habitants de notre

ville », dira quelques jours plus tard le maire (communiste) de Nanterre, Patrick Jarry. Dans Pablo-Picasso, après la nuit de rage, le silence s'était fait. Les premiers habitants étaient sortis comme hébétés. Un adulte s'était interrogé devant moi : « Jusqu'où cela va aller ? » demandait-il dans la petite file d'attente de la boulangerie, joliment appelée *La Gourmandise*, épargnée par les émeutiers.

Jusqu'où ? Après Nanterre, des centaines de communes se sont à leur tour réveillées avec l'odeur du brûlé et le goût amer des violences. En une semaine, les émeutes provoquées par la mort de Nahel ont causé des dégâts considérables sur tout le territoire français : 12 000 véhicules brûlés, des centaines de bâtiments dégradés ou incendiés, 1 500 commerces pillés. Soit un milliard d'euros *a minima* de dommages, selon l'estimation des assureurs, reprise par la commission d'enquête du Sénat en avril 2024[1]. Deux personnes sont décédées en marge des affrontements à Marseille et en Guyane, plus de 800 policiers et gendarmes ont été blessés au cours des violences, une quarantaine de citoyens ont été grièvement touchés par les forces de l'ordre. Un bilan bien plus grave que celui des émeutes de l'automne 2005. J'étais reparti de *La Gourmandise* avec une baguette encore fumante et une interrogation : que se passerait-il si ces violences devaient un jour avoir lieu avec un gouvernement d'extrême droite ?

Voici la seconde.

Des baguettes de pain coupées en tranches. Des pots de confiture faits maison. L'odeur du chocolat chaud et du café. Le bruit des chaises qui rayent le sol. Le silence des petits matins et des yeux emplis de sommeil. « Bienvenue », nous dit Adélaïde Barbosa, 61 ans, employée au cœur débordant,

dont on sent instantanément qu'elle voudrait pouvoir serrer dans ses bras l'humanité tout entière afin de donner un peu de sa tendresse. Dans les soutes du foyer de jeunes travailleurs de Chalon-sur-Saône, Adélaïde règne depuis trente-six ans en maîtresse de maison, figure apaisante, exigeante aussi, pour les hommes et femmes, entre 15 et 25 ans pour l'immense majorité, qui viennent vivre ici quelques semaines, quelques mois, quelques années, selon les cas. « Bienvenue ». Depuis des années, Adélaïde arrive chaque matin à 5 h 45 pour prendre de l'avance sur son service, censé commencer à 6 h 30. « Il y a des jeunes qui partent travailler à 6 heures, je veux être là », justifie-t-elle. « Vous savez, je sais pourquoi je me lève tous les matins. Se sentir utile n'a pas de prix ! »

Pendant trente-six ans donc, pour 1 500 euros par mois en fin de carrière, elle s'est occupée du ménage, des petits déjeuners (gratuits) et a distribué de la bienveillance, de l'attention, de la confiance sous forme de tranches de pain, de paroles, de regards et de bras qui enlacent ou qui rassurent lorsqu'il le faut. « Ces jeunes, ce sont aussi mes enfants. » Elle en a trois, de son côté, qui ont bien grandi : l'aînée, policière en Île-de-France, le cadet, employé dans une usine à Mâcon, le benjamin, gendarme. Alors, elle a donné sans compter. « Les jeunes me disent que je suis leur maman ! » Elle a surveillé en particulier que chacun mange suffisamment le matin. « Je veux qu'ils partent avec quelque chose dans le ventre. » « On a cinq doigts, il n'y en a pas un pareil », répétait la mère d'Adélaïde. Cela vaut pour les enfants. Les siens, et ceux des autres. Au foyer de travailleurs, la métaphore est sans doute plus juste qu'ailleurs. La résidence a été construite avec l'imagination des architectes des années 1960 quand il fallait faire vite et pas cher – en gros, un cube de béton de huit étages,

dix fenêtres par niveau, soit 240 logements au total. Elle a été implantée en périphérie d'un quartier classé politique de la ville. Lequel n'a pas été épargné pendant les émeutes de l'été 2023 après la mort de Nahel, à Nanterre. Des groupes ont incendié des poubelles, dégradé une bibliothèque et jeté des pierres et des mortiers en direction des forces de l'ordre. « Les petites frappes ne feront pas la loi », avait réagi le maire (LR) Gilles Platret en instaurant un couvre-feu de 22 heures à 6 heures le matin, d'abord pour toute la population, ensuite pour les mineurs uniquement. « Dans les quartiers de Chalon où je vais, je sens monter le phénomène au quotidien, comme les occupations de halls d'immeubles, les insultes envers les habitants. J'ai le sentiment que les événements de Nanterre allument la mèche, mais aussi qu'on s'est durablement installé dans cette violence. Là, on est dans l'exaltation de cette violence, avec des jeunes qui ont entre 15 ans et 22 ans, et qui veulent en découdre », avait-il encore expliqué[2]. Adélaïde, elle, préfère ne rien dire tant ces incidents l'ont mise en colère : « D'autres enfants meurent et il n'y a pas d'émeute », me dit-elle quand je lui demande de ses nouvelles à l'automne 2024.

Dans cette mini-France du foyer de travailleurs, il n'y a pas de gosses de riches mais des jeunes aux profils incroyablement variés, certains durement cabossés par le destin, pris en charge par la Protection judiciaire de la jeunesse, d'autres en route pour des beaux métiers dans l'artisanat, en recherche de CAP, de bac professionnel, d'autres encore, mineurs non accompagnés, arrivés ici après avoir traversé la Méditerranée en Zodiac pour fuir la pauvreté en Afrique. Le foyer permet d'avoir un toit moins cher, avec des aides au logement, sans ces montagnes à franchir que sont les cautions ou les garants